

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Emmanuelle Boussard-Verrecchia : Transporteurs sous-traitants : « Cachez ces conducteurs que je ne saurais voir ».

Mattias Guyomar : Incident de parcours et lien avec le service en matière d'accident de trajet des fonctionnaires (Conclusions sous CE, 29 janvier 2010, *Oculi*).

Bernadette Lardy-Pélissier : Au nom de l'intérêt de l'entreprise...

Philippe Masson : Prérogatives des unions de syndicats, dispositions statutaires et syndicalisme confédéré.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

Discrimination liée à l'âge et dispositions statutaires sur la mise à la retraite d'office.

Cour d'appel de Paris (pôle 6) 2 juin 2009 et 10 décembre 2009 – Note Francis Saramito (p. 376)

La suspension des décisions de l'administration du travail par le juge administratif statuant en référé.

Tribunal administratif de Versailles (réf.) 23 novembre 2009 ; Tribunal administratif de Nîmes (réf.) 5 août 2008 – Note Pascal Rennes (p. 391)

Conditions d'octroi de subventions par les collectivités locales à des unions syndicales.

Cour administrative d'appel de Versailles 1er octobre 2009 – Note Jean-Louis Vasseur (p. 395).

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



JUILLET 2010

Doctrine :

Transporteurs sous-traitants : « Cachez ces conducteurs que je ne saurais voir » (à propos de Soc. 14 avril 2010, UD FO contre Heppner), par **Emmanuelle Bousard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles 341
 Annexe : REPRESENTATION DU PERSONNEL – Effectif et électorat – Travailleurs mis à disposition – Inclusion – Conditions – Lien de subordination (non) – Caractère ponctuel et exclusivité – Portée.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 avril 2010 345

Incident de parcours et lien avec le service en matière d'accident de trajet des fonctionnaires (CE, 29 janvier 2010, Ourli), Conclusions de **Mattias Guyomar**, Rapporteur public 347
 Annexe : FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Accident de service – Trajet – Notion – Trajet habituel – Incident de parcours – Lien avec le service (oui).
CONSEIL D'ETAT (6^e s.-sect.) 29 janvier 2010 354

Au nom de l'intérêt de l'entreprise..., par **Bernadette Lardy-Pélissier**, Maître de conférences à l'Université Toulouse I Capitole, Membre de l'Institut de Recherche en Droit Social (IRDS) 356
 Annexe : CONTRAT DE TRAVAIL – Lieu de travail – Mutation – Caractère temporaire – Modification du contrat (non) – Conditions.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 février 2010 359

Prérogatives des unions de syndicats, dispositions statutaires et syndicalisme confédéré, par **Philippe Masson**, Responsable du collectif « Droits, libertés, actions juridiques » de la CGT 361
 Annexe : SYNDICAT PROFESSIONNEL (quatre espèces) – 1^o Section syndicale - Représentant - Désignation - Personne ou organe habilité (première et deuxième espèces) – 2^o Union de syndicats – Capacité civile – Pouvoirs – Etendue – Constitution d'une section syndicale dans un établissement (première et troisième espèces) – Délégué syndical – Mandat – Organisation habilitée à révoquer – Détermination (quatrième espèce).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 juillet 2009 365
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 novembre 2009 365
Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 janvier 2010 367
Quatrième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 décembre 2009 367

Jurisprudence :

COMITE D'ENTREPRISE – 1^o Suppression – Capacité à agir en justice – Maintien – Besoin lié à la liquidation du patrimoine – 2^o Financement – Assiette – Rémunérations versées aux salariés durant un congé de reclassement (oui).
COUR D'APPEL DE DOUAI (14^e ch.) 26 février 2010 368
 Note **Nathalie Bizot** 370

1^o CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Santé au travail (deux espèces) – Harcèlement moral – Atteinte à la dignité (première espèce) – Obligation de sécurité de résultat – Effectivité – Portée (deuxième espèce).
 2^o LICENCIEMENT – Obligation de reclassement (deux espèces) – Difficultés économiques – Proposition préalable de modification du contrat pour motif économique – Incidence sur l'obligation de reclassement (non) (première espèce) – Portée – Obligation de rechercher des postes de catégorie inférieure (deuxième espèce).
Première espèce : COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (4^e ch. soc.) 3 mars 2010 372
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 février 2010 374
 Note **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2 (CERIT/CRDP) 375

ENTREPRISES PUBLIQUES – Mise à la retraite d'office – Discrimination liée à l'âge – Nullité (deux espèces) – Réintégration – Préjudice de carrière – Repositionnement (deuxième espèce).
Première espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Ch. 4) 2 juin 2009 376
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Ch. 11) 10 décembre 2009 377
 Note **Francis Saramito** 380

HYGIENE ET SECURITE – Responsabilité pénale du chef d'entreprise – Délégation de pouvoirs – Condition de validité.
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 8 décembre 2009 381

HYGIENE ET SECURITE – Risques professionnels – Produits cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) – Attestation d'exposition – Délivrance – Compétence du Conseil de prud'hommes (oui).	
1) COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. C) 4 décembre 2008	382
2) CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE MEAUX (référé) 27 novembre 2009	384
Note Alain Delaunay , FNME-CGT	385
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Convention de reclassement personnalisée – Adhésion – Effet – Pouvoirs du juge – Recherche de la cause réelle et sérieuse de la rupture (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 février 2010	386
Note Aurélien Siri , Doctorant en droit privé à l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III), Membre du Centre Pierre Kayser, ATER en droit privé à l'Université Paris-Dauphine (Paris IX)	386
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude physique – Obligation de sécurité de résultat – Effectivité – Reconnaissance d'une maladie professionnelle – Défaut de mesures préventives – Cause réelle et sérieuse (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 décembre 2009	389
Note Michel Pécher , DLAI, Union départementale CGT de la Haute-Vienne	390
REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Référé-suspension devant le tribunal administratif – Suspension de l'exécution des décisions (deux espèces) – Comité d'entreprise – Nombre d'établissements distincts – Décision administrative de répartition (première espèce) – Salarié protégé – Autorisation de licenciement (deuxième espèce).	
Première espèce : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES (référé) 23 novembre 2009	391
Deuxième espèce : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NIMES (référé) 5 août 2008	392
Note Pascal Rennes	393
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Financement – Subvention d'une collectivité territoriale – Conditions –	
COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE VERSAILLES (2^e ch.) 1^{er} octobre 2009	395
Note Jean-Louis Vasseur , Avocat au Barreau de Paris	395
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité – Désignation d'un RSS – Appréciation – Respect des valeurs républicaines.	
TRIBUNAL D'INSTANCE DE BOISSY-SAINT-LEGER 11 février 2010	398
Note Emmanuelle Richard	399
TEMPS DE TRAVAIL – Chauffeurs routiers – Réglementation communautaire sur les temps de conduite et de repos – Temps de repos – Disponibilité – Etablissement d'attache – Parcours d'approche.	
COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE (CJUE) 29 avril 2010	401
Note Stéphane Carré , Maître de conférences, IUT de Saint-Nazaire	401



RPDS 782 - Juin 2010

Au sommaire :

Numéro spécial

Harcèlement et droit social

- * **Le harcèlement moral**
- * **Le harcèlement sexuel dans l'entreprise**

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, commande à NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche.
 Prix du numéro : 6,80 euros (+ forfait de 3 euros par envoi). Abonnement : 71 euros par an uniquement à NVO, BP 160, 77315 Marne-La-Vallée Cedex 2. Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet www.librairie-nvo.com ou www.lecodedutravail.fr

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>